

Chapitre 8. Coopération régionale et intelligence territoriale : vers un écosystème caribéen intégré

Introduction

Les jeunesses caribéennes — qu'elles soient haïtiennes, guadeloupéennes, martiniquaises ou guyanaises — font face à des réalités singulières, mais profondément liées : chômage de masse, déconnexion entre formation et opportunités économiques, fragilité des institutions éducatives, dépendance aux modèles d'accompagnement importés. Partout, les jeunes cherchent à inventer de nouvelles façons de s'insérer, de créer, de s'engager. Partout, ils expriment le besoin d'un accompagnement plus souple, plus ancré, plus respectueux de leur trajectoire.

Pourtant, les dispositifs d'accompagnement à l'entrepreneuriat restent souvent fragmentés, isolés, pensés à l'échelle locale ou nationale sans vision d'ensemble ni coordination régionale. Chaque territoire fonctionne avec ses propres structures, ses référentiels, ses temporalités, dans une logique de juxtaposition plus que de coopération. On observe peu d'échanges entre acteurs, peu de mutualisation d'expériences, peu de circulation des outils pédagogiques — alors même que les défis sont largement partagés.

Cette situation produit un paradoxe : alors que les jeunes circulent, dialoguent, s'inspirent mutuellement grâce aux réseaux numériques et aux mouvements transnationaux, les institutions, elles, restent largement figées dans des logiques de cloisonnement.

Il devient urgent d'élargir la focale : de cesser de penser l'accompagnement comme une série de dispositifs techniques, cloisonnés, et de commencer à l'imaginer comme un écosystème coopératif, vivant, interdépendant. La Caraïbe, bien que politiquement morcelée, forme un espace de circulation culturelle, linguistique, historique. Ce que montrent les jeunes dans leurs projets, souvent hybrides, transculturels, numériques, solidaires, c'est la possibilité d'un entrepreneuriat caribéen enraciné et interconnecté.

Construire un écosystème d'accompagnement à cette échelle, ce n'est pas chercher l'uniformité, mais créer des passerelles entre les initiatives, valoriser les pratiques locales, et faire émerger des formes de coopération qui partent du terrain. C'est également répondre à un impératif politique : rendre ces territoires capables de penser leur propre développement, sans attendre des solutions venues d'en haut ou d'ailleurs (Escobar, 2012).

Pour penser cette transformation, le concept d'intelligence territoriale offre un cadre fécond. Il désigne la capacité d'un territoire à mobiliser collectivement ses ressources — humaines, sociales, institutionnelles, culturelles — pour faire face à ses propres défis (Girardot, 2004). Il suppose un travail en réseau, une gouvernance partagée, une culture du dialogue, et une attention portée aux dynamiques d'apprentissage collectif.

Appliquée à la Caraïbe francophone, cette approche invite à :

- Articuler les initiatives locales dans une vision plus large ;
- Créer des espaces de coopération pédagogique et politique entre territoires ;
- Décloisonner les champs (éducation, jeunesse, économie, culture) pour penser l'entrepreneuriat comme fait social total.

Elle suppose de considérer les territoires non plus comme des récepteurs passifs de dispositifs, mais comme des sujets capables de produire leurs propres cadres d'accompagnement, adaptés à leurs cultures, à leurs mémoires, à leurs contraintes.

Ce chapitre vise donc à répondre à une question simple, mais structurante : comment créer un écosystème d'accompagnement entrepreneurial ancré dans les territoires caribéens, mais pensé dans une logique de coopération régionale ?

Pour cela, nous proposons d'abord :

- D'identifier les freins actuels à cette coopération : cloisonnement institutionnel, absence de vision partagée, rapports de dépendance historique ;
- Puis de mettre en lumière des expériences inspirantes, parfois encore discrètes, mais porteuses de transformations ;
- Enfin, de formuler des principes concrets de gouvernance territoriale partagée, à partir d'une logique de commun, de solidarité et de réciprocité.

Nous défendrons ici l'idée qu'un écosystème caribéen intégré n'est pas un projet technocratique, mais une ambition politique, culturelle et éducative : celle de faire des territoires caribéens des lieux de coopération vivante, capable de penser l'accompagnement non comme une solution importée, mais comme une œuvre collective.

8.1. Enjeux de mutualisation des ressources éducatives, entrepreneuriales et institutionnelles

Dans la Caraïbe francophone, les initiatives en matière d'accompagnement à l'entrepreneuriat étudiant se sont multipliées ces dernières années : programmes de formation, incubateurs universitaires, concours d'idées, ateliers de

prototypage, accompagnement à la formalisation. Chaque territoire — qu'il s'agisse d'Haïti, de la Guadeloupe, de la Martinique ou de la Guyane — déploie ses propres dispositifs, souvent portés par des universités, des chambres consulaires, des associations ou des collectivités locales.

Mais à y regarder de plus près, ces efforts s'inscrivent dans une logique de dispersion, voire de compétition silencieuse, où chaque acteur défend son périmètre, ses ressources, ses bénéficiaires. Il en résulte une faible circulation des savoirs, des outils et des expériences entre territoires, et une difficulté à construire des trajectoires durables pour les jeunes porteurs de projet à l'échelle régionale.

La mutualisation des ressources — éducatives, entrepreneuriales et institutionnelles — apparaît alors non comme un luxe ou un supplément, mais comme une condition nécessaire à l'émergence d'un écosystème caribéen intégré.

8.1.1. Mutualiser pour lutter contre la redondance et la perte d'efficacité

L'absence de coordination entre structures produit des effets de redondance, de gaspillage de ressources et de saturation des publics cibles. Plusieurs dispositifs proposent les mêmes modules de formation (business model, pitch, design thinking), parfois avec des animateurs venus de l'extérieur, sans capitalisation ni adaptation aux réalités locales.

De nombreux jeunes passent d'un programme à l'autre sans réelle progression, faute de passerelles ou de reconnaissance interinstitutionnelle. D'autres abandonnent en cours de route, découragés par l'effet d'empilement ou par la non-reconnaissance de leurs acquis dans les différents dispositifs.

Mutualiser permettrait :

- De partager des contenus de formation contextualisés, co-produits par les acteurs des différents territoires ;
- De valoriser les expériences réussies ou expérimentales, souvent invisibles au-delà du cadre local ;
- De construire des parcours de formation transversaux, qui reconnaissent les apprentissages formels et informels.

Girardot (2004) rappelle que l'intelligence territoriale repose sur la capacité à fédérer les compétences dispersées en vue d'une finalité commune. Ici, cette finalité est l'émancipation des jeunes caribéennes.

8.1.2. Mutualiser pour renforcer la souveraineté pédagogique et culturelle

Les dispositifs de formation à l'entrepreneuriat s'appuient encore trop souvent sur des ressources pédagogiques conçues hors contexte, traduites ou adaptées depuis des modèles du Nord global. Cette dépendance limite la capacité des formateurs locaux à adapter les contenus à la réalité des jeunes, et à faire émerger des approches endogènes de l'innovation, du leadership ou du développement.

En mutualisant les expériences pédagogiques entre territoires caribéens, il devient possible de :

- Construire des ressources pédagogiques communes, fondées sur les enjeux partagés (ex. : informalité, insularité, héritage postcolonial, mobilité contrainte) ;
- Valoriser les savoirs vernaculaires, les pratiques entrepreneuriales ancrées dans les territoires (maraîchage communautaire, économie créole, métiers traditionnels, etc.) ;
- Favoriser une réappropriation des récits sur la jeunesse, le travail, la réussite, loin des modèles imposés.

Arturo Escobar (2012) défend l'idée d'un « pluviers » éducatif, dans lequel les territoires inventent leurs propres formes de connaissance et de transmission, selon leurs valeurs et leurs horizons.

8.1.3. Mutualiser pour structurer un véritable réseau régional d'accompagnement

Au-delà des contenus et des outils, la mutualisation peut aussi porter sur les ressources relationnelles et institutionnelles : contacts, financements, dispositifs de mobilité, instances de dialogue. Aujourd'hui, chaque territoire négocie seul avec ses financeurs (État, UE, bailleurs), développe ses propres partenariats, met en œuvre ses propres critères. Ce morcellement affaiblit la force politique des territoires caribéens et limite leur capacité à peser collectivement.

Un réseau d'accompagnement à l'échelle régionale permettrait :

- De mettre en commun les financements, notamment pour les projets transfrontaliers ou pluri-insulaires ;
- D'organiser des événements caribéens de valorisation des projets étudiants, au lieu de les aligner sur les seuls concours hexagonaux ;
- De construire une plateforme numérique partagée, avec base de données, forums d'échange, outils de suivi communs.

Dans la lignée des travaux de Moulaert et Nussbaumer (2008), il s'agit de passer d'une gouvernance de guichet à une gouvernance de réseau, capable d'articuler les échelles locale, régionale et globale autour de logiques de coopération.

8.1.4. Mutualiser pour reconnaître les innovations invisibles

Dans les différents chapitres de cet ouvrage, nous avons vu émerger des initiatives étudiantes atypiques, créatives, souvent

portées à la marge des dispositifs classiques. Ces expériences — coopératives de jeunes, ateliers culturels, projets territoriaux — sont rarement reconnues comme de « véritables projets entrepreneuriaux », car elles ne correspondent pas aux grilles formelles des incubateurs ou des financeurs.

La mutualisation peut ici jouer un rôle fondamental : en créant des lieux de visibilité partagée, des référentiels élargis, des espaces de légitimation alternatifs. Un projet culturel porté par des étudiants martiniquais peut inspirer une initiative similaire en Haïti ou en Guyane. Mais cela suppose des lieux de rencontre, des dispositifs ouverts à la différence, des plateformes de circulation. Fraser (2006) plaide pour une justice cognitive et symbolique, qui ne se limite pas à redistribuer des ressources, mais reconnaît les formes diverses de participation, de narration, d'expression.

Mutualiser les ressources, ce n'est pas seulement partager des outils ou des modules. C'est changer de logique d'action, passer de la juxtaposition à la coopération, de la concurrence à l'alliance, de l'intervention verticale à l'intelligence collective. Dans la Caraïbe francophone, cette démarche est d'autant plus urgente que les jeunesses sont souvent à la fois fragmentées dans leurs parcours et unies dans leurs aspirations.

C'est à cette condition que l'on pourra construire un écosystème caribéen intégré : non pas uniforme, mais fédérateur, capable de relier les initiatives locales dans une dynamique de transformation collective.

8.2. Rôle des universités dans la coopération régionale

Dans les dynamiques de transformation des dispositifs d'accompagnement entrepreneurial dans la Caraïbe francophone, les universités occupent une position charnière. À la fois productrices de savoirs, lieux de formation, pourvoyeuses de

cadres cognitifs, et incubatrices de projets, elles sont appelées à jouer un rôle central dans la construction d'un écosystème caribéen intégré.

Mais leur potentiel reste encore largement sous-exploité : fragmentées, tournées vers des logiques nationales (voire métropolitaines), souvent prisonnières de leur fonction académique classique, elles peinent à incarner des plateformes de coopération régionale au service de l'innovation sociale, de la jeunesse et de l'intelligence territoriale. Cette section explore comment et pourquoi les universités pourraient devenir des pivots de la coopération régionale, à la condition de repenser leur rôle, leur mission et leurs alliances.

8.2.1. Des universités trop souvent centrées sur des logiques nationales ou métropolitaines

Dans les territoires caribéens francophones, les universités — qu'elles soient rattachées à la France (Martinique, Guadeloupe, Guyane), à l'État haïtien ou aux réseaux régionaux — fonctionnent dans un cadre juridique, administratif et scientifique largement structuré par l'extérieur. Les curriculums sont souvent alignés sur les normes hexagonales, les programmes de recherche répondent à des appels à projets européens ou internationaux, et les mobilités étudiantes se font principalement en direction du Nord global.

En conséquence, les dynamiques régionales restent marginales dans la stratégie de développement des établissements. Les coopérations interuniversitaires caribéennes sont rares, discontinues, souvent portées par des individus plus que par des institutions. Les initiatives de terrain portées par les étudiants ou les jeunes entrepreneurs sont peu intégrés aux agendas scientifiques ou aux dispositifs pédagogiques.

Référence : Charlier et Croché (2005) soulignent que les universités postcoloniales peinent à se penser comme productrices de savoirs endogènes, tant elles restent dépendantes des cadres d'évaluation et de reconnaissance académique internationaux.

8.2.2. Le potentiel stratégique des universités comme nœuds d'interconnexion territoriale

Pourtant, les universités disposent d'un potentiel unique pour impulser une coopération régionale durable :

- Elles sont présentes dans tous les territoires de la Caraïbe francophone ;
- Elles disposent de ressources pédagogiques, numériques, humaines et scientifiques ;
- Elles accueillent la jeunesse comme force vive et expérimentale ;
- Elles peuvent jouer un rôle d'interface entre institutions, acteurs socio-économiques et citoyens.

En ce sens, elles peuvent devenir des plateformes de circulation régionale des savoirs, des expériences et des projets. Ce rôle suppose une double transformation :

- Vers l'intérieur : repenser l'université comme un espace ouvert, coopératif, connecté à son territoire (Gérard, 2023) ;
- Vers l'extérieur : développer des alliances horizontales avec d'autres universités caribéennes, mais aussi avec les sociétés civiles, les collectivités locales et les réseaux d'initiatives étudiantes.

Exemple inspirant : L'université de West Indies, avec ses campus disséminés dans plusieurs pays anglophones de la région, illustre un modèle d'université-réseau, fondée sur la coopération

régionale, la mutualisation des formations et la valorisation des savoirs caribéens.

8.2.3. Trois axes d'action pour les universités francophones de la Caraïbe

Pour assumer pleinement leur rôle régional, les universités caribéennes francophones pourraient engager un travail stratégique sur trois axes :

a) Mutualiser les dispositifs pédagogiques d'accompagnement entrepreneurial

Créer un socle commun de formation, partagé entre établissements, intégrant :

- Des modules sur l'entrepreneuriat social et territorial ;
- Des outils de co-design adaptés aux réalités locales ;
- Des études de cas issus des différentes sociétés caribéennes.

Cette mutualisation permettrait de valoriser des références culturelles partagées, d'harmoniser les parcours étudiants, et d'ancrer l'accompagnement dans les contextes spécifiques de chaque territoire.

b) Co-construire des programmes de recherche-action régionaux

En articulant les travaux de recherche sur les jeunes, les pratiques managériales, la fabrique de l'innovation, les universités peuvent contribuer à documenter et modéliser des formes d'accompagnement alternatives. Ces recherches pourraient :

- Être menées en lien avec les porteurs de projets ;
- Nourrir des politiques publiques régionales ;
- Faire émerger un référentiel caribéen de l'accompagnement, fondé sur les pratiques situées.

Moulaert et Nussbaumer (2008) défendent l'idée que la recherche-action territorialisée peut devenir un levier de gouvernance collective et de capacitation citoyenne.

c) Favoriser la mobilité régionale étudiante et interinstitutionnelle

Les universités peuvent jouer un rôle moteur dans la création de programmes de mobilité intra-caribéens : stages croisés, résidences de projet, semestres partagés. Ces expériences de circulation permettraient aux jeunes :

- De confronter leurs projets à d'autres réalités sociales et économiques ;
- De créer des réseaux interterritoriaux ;
- De faire émerger une conscience caribéenne de l'action entrepreneuriale.

8.2.4. Université et accompagnement : vers une culture du partenariat horizontal

Enfin, pour pouvoir accompagner les jeunes autrement, les universités doivent elles-mêmes se transformer en profondeur. Cela suppose de :

- Rompre avec le modèle du savoir descendant, pour favoriser une pédagogie collaborative et expérientielle ;
- Travailler en partenariat avec des structures de terrain, des collectivités, des associations, dans une logique de réciprocité ;
- Ouvrir leurs portes aux savoirs non académiques, aux récits d'initiatives alternatives, aux innovations populaires.

Cette évolution vers une université-territoire, à la fois ancrée et connectée, expérimentale et coopérative, est une condition

essentielle pour construire un écosystème d'accompagnement caribéen cohérent, inclusif, et postcolonialement conscient.

L'université peut devenir bien plus qu'un lieu de certification : elle peut être un lieu de rencontre, de reconnaissance et de circulation, où se croisent les mondes académiques, citoyens, associatifs et entrepreneuriaux. Encore faut-il qu'elle assume ce rôle, qu'elle accepte de se décentrer, et qu'elle investisse pleinement la coopération régionale comme horizon de transformation.

8.3. Scénarios de convergence entre les îles francophones

Construire un écosystème caribéen intégré pour l'accompagnement des jeunes entrepreneurs ne relève pas d'un simple idéal diplomatique ou culturel. C'est une orientation stratégique, voire une nécessité, face à la fragmentation actuelle des dispositifs, à la duplication des efforts, et à l'isolement institutionnel des territoires francophones de la Caraïbe. Mais cette convergence ne se décrète pas : elle se construit pas à pas, à partir de scénarios réalistes, progressifs et adaptés aux spécificités de chaque territoire.

Dans cette section, nous proposons trois scénarios de convergence, qui peuvent coexister, se nourrir mutuellement ou se déployer à des rythmes différenciés :

- La convergence symbolique et culturelle ;
- La convergence pédagogique et éducative ;
- La convergence stratégique et institutionnelle.

8.3.1. Scénario 1 : Une convergence symbolique et culturelle — reconnecter les imaginaires

La première convergence à opérer est d'ordre identitaire et symbolique. Trop souvent, les territoires francophones de la

Caraïbe sont enfermés dans des représentations nationales, administratives ou postcoloniales, qui les isolent les uns des autres. Haïti, la Martinique, la Guadeloupe, la Guyane fonctionnent comme des entités disjointes, alors qu'elles partagent une histoire commune de résistance, de créolisation, de dépendance économique, mais aussi d'invention sociale.

Cette convergence symbolique passe par :

- Une revalorisation de l'histoire partagée de ces territoires dans les formations universitaires ;
- Des projets artistiques ou médiatiques croisés : documentaires, podcasts, expositions sur les jeunesses, les formes de travail ou les innovations populaires ;
- Des festivals ou rencontres régionales qui réunissent jeunes entrepreneurs, artistes, enseignants et acteurs territoriaux autour d'un récit commun à co-construire.

Édouard Glissant (1990), dans sa « Poétique de la relation », appelait à penser la Caraïbe non pas comme un archipel fragmenté, mais comme un espace rhizomique, traversé de mémoires et d'interactions. L'enjeu est de faire de cette première convergence un socle affectif et culturel, à partir duquel les convergences techniques, pédagogiques et politiques pourront prendre sens.

8.3.2. Scénario 2 : Une convergence pédagogique — mutualiser les savoirs et les pratiques éducatives

La seconde convergence est d'ordre pédagogique et méthodologique. Elle vise à construire un langage commun de l'accompagnement, fondé sur la reconnaissance des réalités partagées (précarité étudiante, informalité, tension entre innovation et tradition, méfiance institutionnelle) et sur des outils pédagogiques co-construits.

Concrètement, cela pourrait prendre la forme :

- D'une banque régionale de ressources pédagogiques en libre accès (fiches-outils, études de cas, modules de formation, parcours hybrides) ;
- De formations croisées pour les encadrants, les enseignants, les accompagnateurs ;
- D'un référentiel caribéen de compétences entrepreneuriales, intégrant les dimensions culturelles, sociales et territoriales de l'initiative.

Les travaux de Mezirow (1991) sur l'apprentissage transformationnel montrent que la pédagogie ne change pas les pratiques si elle ne transforme pas les représentations, les croyances et les rapports de pouvoir. L'enjeu est de créer un cadre souple, mais partagé, qui rende possible une circulation réelle des projets, des étudiants et des savoirs, tout en respectant les singularités locales.

8.3.3. Scénario 3 : Une convergence stratégique — construire une gouvernance coopérative de l'accompagnement

Le troisième scénario est institutionnel et politique. Il repose sur la mise en place d'une gouvernance régionale partagée en matière de formation, d'accompagnement et d'entrepreneuriat des jeunes. Ce scénario est le plus ambitieux, mais aussi le plus structurant à long terme.

Il pourrait s'appuyer sur :

- La création d'un réseau caribéen d'accompagnement entrepreneurial incluant universités, collectivités, ONG, associations étudiantes, incubateurs et chercheurs ;
- L'élaboration d'une charte commune de l'accompagnement éthique, équitable et situé ;

- La reconnaissance mutuelle des formations, certifications et projets, facilitant la mobilité régionale des porteurs d'initiatives.

Exemples inspirants :

1. Le Caribbean Community (CARICOM) a déjà mis en place des dispositifs de coopération économique et éducative, bien que peu mobilisée par les acteurs francophones.
2. Le réseau AUF Caraïbe pourrait servir de tremplin pour la co-construction de programmes interuniversitaires régionaux.

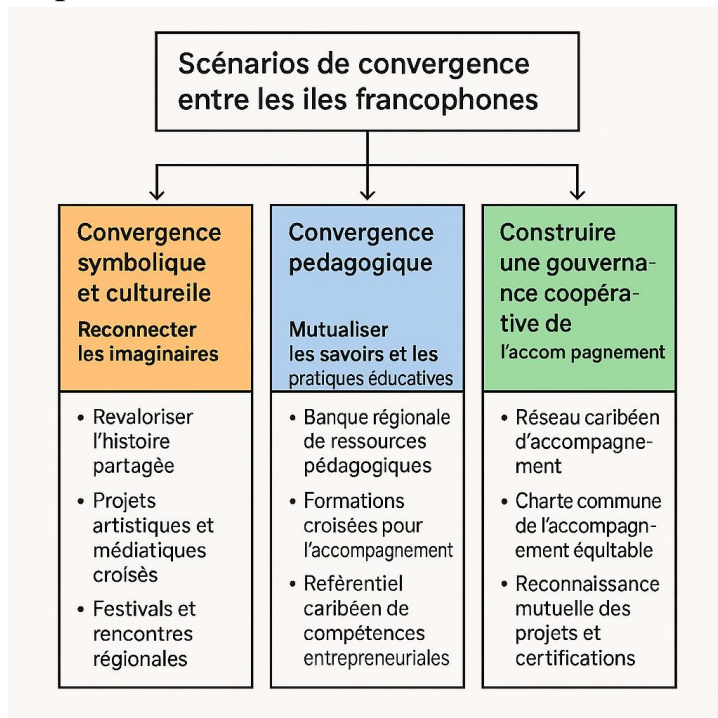
Moulaert et Nussbaumer (2008) insistent sur l'importance d'un « cadre de gouvernance multi-niveaux » pour articuler les dynamiques locales avec les ressources régionales et globales, dans une logique de développement solidaire. L'enjeu est de sortir du pilotage par projet ou par appel à candidatures, pour passer à une politique concertée et pérenne d'accompagnement à l'échelle de la Caraïbe francophone.

Ces trois scénarios ne doivent pas être pensés comme successifs ni exclusifs. Ils peuvent — et doivent — s'articuler :

- La convergence symbolique donne du sens ;
- La convergence pédagogique crée les outils ;
- La convergence stratégique structure les alliances.

Ensemble, elles dessinent les contours d'un espace caribéen intégré de l'accompagnement, à la fois enraciné, solidaire, inventif et souverain. Dans un contexte de transitions multiples — écologique, économique, générationnelle —, la Caraïbe francophone peut devenir un laboratoire vivant d'innovation territoriale partagée, à condition d'oser penser et agir collectivement.

8.4. Scénarios de convergence entre les îles francophones de la Caraïbe



L'infographie adopte une structure triangulaire à trois axes, représentant les trois scénarios de convergence proposés dans le chapitre. Chaque axe part d'un angle spécifique — culturel, pédagogique ou stratégique — et pointe vers un centre commun intitulé : « Écosystème caribéen intégré de l'accompagnement ».

Chaque scénario est décliné en actions concrètes, illustrées par des icônes et verbalisées de manière simple. Des flèches relient les scénarios entre eux, symbolisant leur complémentarité dynamique : il ne s'agit pas de voies parallèles, mais d'itinéraires convergents vers un même objectif.

Scénario 1 — Convergence symbolique et culturelle : reconnecter les imaginaires

Objectif :

Créer un socle affectif, mémoriel et identitaire commun, en s'appuyant sur l'histoire, les langues, la culture, la mémoire partagée des territoires caribéens francophones.

Moyens :

- Rencontres artistiques et festivals régionaux ;
- Médias caribéens croisés (documentaires, podcasts, publications) ;
- Intégration de l'histoire caribéenne dans les formations supérieures.

Ce scénario agit comme une base sensible et symbolique. Il permet de sortir du cloisonnement mental entre territoires, trop souvent enfermés dans des logiques nationales. Reconnecter les imaginaires, c'est rendre la convergence désirable. Cela ouvre des passerelles émotionnelles et narratives, notamment pour les jeunes, souvent en quête d'appartenance élargie. Inspiré par Édouard Glissant (1990), ce levier donne chair à une Caraïbe vivante, diverse et interdépendante.

Scénario 2 — Convergence pédagogique : mutualiser les savoirs et les outils

Objectif :

Créer un référentiel partagé de formation et d'accompagnement, ancré dans les réalités caribéennes, mais ouvert et circulant.

Moyens :

- Banque régionale de ressources pédagogiques ;
- Formations croisées pour enseignants et accompagnateurs ;

- Construction d'un référentiel de compétences caribéennes en entrepreneuriat.

C'est le scénario opérationnel par excellence. Il s'appuie sur des leviers concrets : contenus, outils, parcours. Il permet d'harmoniser les approches tout en respectant les spécificités locales. Il prépare les jeunes à penser et agir à l'échelle caribéenne, en reconnaissant les points communs (informalité, débrouillardise, quête de reconnaissance) comme leviers pédagogiques. Inspiré de Mezirow (1991), ce scénario mise sur l'apprentissage transformateur et la coopération académique.

Scénario 3 — Convergence stratégique et institutionnelle : construire une gouvernance coopérative

Objectif :

Mettre en place des structures communes, des politiques concertées, une gouvernance régionale partagée autour de l'accompagnement des jeunes.

Moyens :

- Réseau caribéen d'incubateurs et d'universités ;
- Charte de coopération pour un accompagnement juste et équitable ;
- Plateformes numériques partagées, mobilité régionale.

Ce scénario représente le niveau de structuration institutionnelle. Il vise à créer des alliances durables entre acteurs, à inscrire la coopération dans les dispositifs publics et dans le pilotage stratégique. Il est plus complexe à mettre en œuvre, car il implique des arbitrages politiques et des réorganisations, mais c'est celui qui garantit la pérennité. Il s'appuie sur une logique de gouvernance territoriale participative (Moulaert & Nussbaumer, 2008), dépassant les logiques de guichet pour entrer dans une démarche systémique.

Les trois scénarios convergent vers un objectif central : « Construire un écosystème d'accompagnement entrepreneurial intégré à l'échelle de la Caraïbe francophone ».

Ce centre symbolise :

- La reconnaissance mutuelle des formations et des projets ;
- La fluidité des parcours étudiants ;
- La mise en réseau des ressources humaines, pédagogiques et financières ;
- La co-construction d'un récit commun et d'un avenir partagé.

Il incarne un changement de paradigme : l'accompagnement n'est plus un service technique dispensé par des experts, mais une dynamique collective, solidaire, et territorialisée, au service des jeunesses caribéennes.

L'intérêt majeur de cette cartographie est de montrer que la coopération régionale ne repose pas sur un projet uniforme, mais sur une série de déplacements progressifs, qui peuvent partir d'endroits différents, mais qui visent tous un horizon commun.

Elle nous invite à :

- Ne pas attendre que les conditions soient parfaites pour commencer à coopérer ;
- Valoriser les initiatives modestes comme des nœuds de convergence ;
- Penser la coopération comme un processus évolutif, dialogique et situé.

L'infographie montre qu'il est possible de construire un espace caribéen d'accompagnement sans nier les différences, mais en les mettant en relation. Elle offre un outil de visualisation stratégique

pour les institutions, les formateurs, les responsables publics ou les collectifs étudiants souhaitant s'engager dans cette dynamique.

La convergence n'est pas une injonction : c'est une invitation à faire récit ensemble, à penser ensemble, à bâtir ensemble un espace éducatif, économique et culturel à la hauteur des défis — et des talents — de la jeunesse caribéenne.

Conclusion du chapitre

À l'issue de ce chapitre, une évidence s'impose : la fragmentation actuelle des territoires caribéens francophones constitue l'un des principaux freins à la construction d'un accompagnement entrepreneurial pertinent, équitable et transformateur. Malgré des dynamiques d'innovation bien présentes dans chaque territoire, malgré des jeunesses créatives et engagées, les dispositifs restent souvent dispersés, cloisonnés, insérés dans des logiques nationales ou métropolitaines qui rendent invisibles les possibilités de synergie régionale.

Pourtant, la Caraïbe francophone partage des enjeux majeurs : un besoin de souveraineté éducative, une exigence de justice territoriale, une volonté d'ancrer l'accompagnement dans les réalités sociales et culturelles des jeunes. C'est à cette condition qu'un véritable écosystème caribéen de l'accompagnement pourra émerger : non comme une structure imposée d'en haut, mais comme un processus vivant, coopératif et ancré dans les pratiques locales.

Le chapitre a d'abord montré que les dispositifs d'accompagnement, bien que nombreux et souvent bien intentionnés, restent pris dans des logiques descendantes et fragmentées. La plupart opèrent selon des calendriers de

financement, des grilles d'évaluation et des injonctions qui ne tiennent ni compte des ressources endogènes ni de l'histoire sociale des territoires. Cette situation produit des effets d'inégalité : les jeunes doivent sans cesse s'adapter à des modèles externes, en décalage avec leurs aspirations et leurs capacités d'action.

Face à cela, la coopération régionale représente une alternative puissante, à condition d'être pensée non pas comme un simple échange inter-institutionnel, mais comme un projet de convergence territoriale, où les universités, les collectivités, les acteurs de terrain et les jeunes eux-mêmes co-construisent des communs éducatifs, méthodologiques et politiques.

Nous avons proposé trois scénarios de convergence, pensés comme autant de portes d'entrée vers un accompagnement caribéen partagé :

- La convergence symbolique et culturelle, qui invite à retisser les liens mémoriels, affectifs et narratifs entre les îles francophones, en valorisant l'histoire partagée, les imaginaires communs et la diversité créole comme ressources d'innovation ;
- La convergence pédagogique, qui s'appuie sur la mutualisation des pratiques éducatives, la création d'un langage commun de l'accompagnement, et le partage des outils et savoirs contextuellement pertinents ;
- La convergence stratégique, enfin, qui engage une transformation plus structurelle : mise en réseau des institutions, reconnaissance mutuelle des parcours, création de plateformes numériques et de cadres de gouvernance partagés.

Ces scénarios ne sont ni exclusifs ni hiérarchiques. Ils dessinent une dynamique de transformation progressive, où les convergences symboliques nourrissent les convergences pédagogiques, lesquelles préparent le terrain à une gouvernance coopérative.

Au cœur de cette recomposition, les universités apparaissent comme des actrices-clés. Parce qu'elles accueillent la jeunesse, parce qu'elles produisent du savoir, parce qu'elles peuvent fédérer des réseaux interterritoriaux, elles disposent d'un potentiel unique pour devenir les plateformes d'une coopération régionale structurante.

Mais cela suppose une transformation profonde : sortir du cadre strictement académique, accepter de co-produire les savoirs avec les étudiants, les acteurs de terrain, les collectivités, dans une logique de communs éducatifs, où les ressources ne sont ni privatisées ni centralisées, mais ouvertes, adaptables, contextualisées.

Cette logique rejoint les perspectives critiques de Fraser (2006) sur la justice cognitive et celle d'Escobar (2012) sur les « designs for the pluriverse » : il ne s'agit pas de produire un modèle unique, mais de créer les conditions d'une pluralité reconnue, dialogique, féconde.

Ce que ce chapitre défend, en filigrane, c'est une vision de la Caraïbe comme espace relationnel, politique et stratégique. Un espace capable de produire ses propres outils, ses propres récits, ses propres cadres d'action pour soutenir la jeunesse dans ses initiatives. Il ne s'agit pas d'une utopie abstraite, mais d'un horizon possible, à construire progressivement, à partir d'initiatives déjà existantes, souvent à la marge, mais porteuses d'avenir.

Le chemin vers un écosystème caribéen intégré n'est ni linéaire ni consensuel. Il exigera des efforts de coordination, des renoncements aux logiques de prestige, des engagements à long terme. Mais il est aujourd'hui la seule voie viable pour faire du développement par et pour la jeunesse une réalité ancrée, inclusive et durable.

Alors que ce chapitre a mis l'accent sur les articulations entre territoires, institutions et savoirs, le prochain — et dernier — chapitre ouvrira une réflexion plus large sur les conditions d'un changement systémique, en s'appuyant sur les leviers explorés dans l'ouvrage pour proposer une vision transformatrice de l'accompagnement entrepreneurial en contexte postcolonial.

Travaux cités

Escobar, A. (2012). *Encountering Development: The Making and Unmaking of the Third World*. Princeton: Princeton University Press.

Fraser, N. (2006). Reframing Justice in a Globalizing World. Dans J. Goodman, & P. James, *Nationalism and Global Solidarities: Alternative Projections to Neoliberal Globalisation*. London: Routledge.
doi:<https://doi.org/10.4324/9780203932667>

Gérard, É. (. (2023). *Universités privées : la fabrique des inégalités. Leçons d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie*. Paris: Karthala.

- Girardot, J. J. (2004). Intelligence territoriale et participation. *3e rencontre - TIC & Territoire : quels développements ?* (pp. 1-13). Lille: Presses Universitaires de Franche-Comté.
- Glissant, É. (1990). *Poétique de la relation*. Paris: Gallimard.
- Mezirow, J. (1991). *Transformative Dimensions of Adult Learning*. Hoboken: Jossey-Bass.
- Moulaert, F., & Nussbaumer, J. (2008). *La logique sociale du développement territorial*. Québec: Collection Géographie Contemporaine - Presses de l'Université du Québec.